



CHAPITRE 97

CHAPTER 97

Loi modifiant la charte de la ville de
Dorval

An Act to amend the charter of the town
of Dorval

[Sanctionnée le 23 février 1956]

[Assented to, the 23rd of February, 1956]

Préam-
bule.

ATTENDU que la ville de Dorval a,
pas sa pétition, exposé:

Qu'il est nécessaire pour la bonne admini-
stration des affaires municipales que sa
charte, la loi 14 George VI, chapitre 120,
telle que modifiée par les lois 2-3 Eliza-
beth II, chapitre 97, et 3-4 Elizabeth II,
chapitre 83, soit de nouveau modifiée;

Attendu qu'il est à propos d'accéder
à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du
consentement du Conseil législatif et de
l'Assemblée législative de Québec, décrète
ce qui suit:

Corpora-
tion de
cité cons-
tituée.

1. a) A compter de la date de l'entrée
en vigueur de la présente loi, les habitants
et contribuables du territoire de la ville
de Dorval et leurs successeurs formeront
une corporation de cité connue sous le
nom de "La cité de Dorval" et le mot
"ville", partout où il se trouve dans la
charte de la ville de Dorval, est remplacé
par le mot "cité";

Succes-
sion.

b) La corporation constituée par la
présente loi succèdera aux droits, obliga-
tions, privilèges, biens, créances et actions
de la corporation de la ville de Dorval;

Offices
continués.

c) Les officiers et employés municipaux
actuels de la corporation de la ville de
Dorval resteront en fonctions jusqu'à leur
démission ou leur remplacement par le
conseil de la cité de Dorval, en vertu des
dispositions de la présente loi;

Preamble.

WHEREAS the town of Dorval has,
by its petition, represented:

That it is necessary for the good admini-
stration of its municipal affairs that
its charter, the act 14 George VI, chapter
120, as amended by the acts 2-3 Elizabeth
II, chapter 97, and 3-4 Elizabeth II,
chapter 83, be further amended;

Whereas it is expedient to grant its
prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice
and consent of the Legislative Council and
of the Legislative Assembly of Quebec,
enacts as follows:

Incorpo-
ration
as city.

1. a. From the date of the coming
into force of this act, the inhabitants and
ratepayers of the territory of the town of
Dorval and their successors shall form
a city corporation under the name of the
"City of Dorval", and the word "town"
wherever it occurs in the charter of the
town of Dorval shall be replaced by the
word "city";

Succes-
sion.

b. The corporation constituted by this
act shall succeed to the rights, obli-
gations, privileges, property, claims and
actions of the corporation of the town
of Dorval;

Offices
con-
tinued.

c. The present municipal officers and
employees of the corporation of the town
of Dorval shall remain in office until
they resign or are replaced by the council
of the city of Dorval, under the provisions
of this act;

Règle-
ments,
etc., con-
tinués.

d) Tous les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles de cotisation, redevances, listes, plans et autres actes et documents municipaux quelconques, faits et consentis par le conseil de la ville de Dorval continueront d'avoir leurs effets jusqu'à ce qu'ils soient amendés, annulés, abrogés ou exécutés;

Billets,
etc.

e) Tous les billets, bons, obligations, engagements, titres ou contrats quelconques souscrits, acceptés, endossés ou consentis par la ville de Dorval jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente loi, continueront d'avoir leurs effets légaux;

Sépara-
tion du
comté.

f) La cité de Dorval est et demeurera séparée du comté de Jacques-Cartier pour les fins municipales;

Maire et
échevins.

g) Le maire et les échevins de la corporation de la ville de Dorval au moment de la sanction de la présente loi, ou leurs remplaçants, deviendront le maire et les échevins de la corporation constituée par la présente loi et le terme de la charge du maire et celui des échevins expireront conformément aux dispositions de la charte de la cité.

S.R.,
c. 233,
a. 64a, aj.
pour la
cité.

2. La Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), est modifiée, pour la cité, par l'insertion de l'article suivant:

Frais de
voyage,
etc.

"64a. Néanmoins sur simple résolution du conseil le maire et les échevins sont remboursés par la cité des frais de voyage, de déplacement et de séjour par eux encourus dans l'intérêt de la cité."

S.R.,
c. 233,
a. 427,
am. pour
la cité.
Écuries,
etc.

3. L'article 427 de ladite Loi des cités et villes est modifié, pour la cité,

a) en y insérant, après le paragraphe 20°, le suivant:

"20a Pour prohiber les écuries, étables, basses-cours, porcheries, garennes et fourrières, ou en prescrire les endroits, les distances, les dimensions et les conditions et les conditions d'entretien; ou pour prohiber la présence et la garde des animaux dans la municipalité, sauf sur les terres en culture et dans les bâtiments qui s'y trouvent;"

b) en y ajoutant, après le paragraphe 32°, le paragraphe suivant:

"33° Pour refuser les permis de construction sur les rues où il n'y a pas encore

Rues
sans eau.
etc.

d. All by-laws, resolutions, records, assessment rolls, dues, lists, plans and other municipal deeds and documents whatsoever, made and authorized by the council of the town of Dorval shall continue to have effect until amended, annulled, repealed or carried out;

By-laws,
etc., con-
tinued.

e. All notes, bonds, debentures, agreements, title deeds or contracts whatsoever, signed, accepted, endorsed or agreed upon by the town of Dorval up to the coming into force of this act, shall continue to have legal effect;

Notes,
etc.

f. The city of Dorval is and shall remain separate from the county of Jacques-Cartier for municipal purposes;

Separation
from
county.

g. The mayor and the aldermen of the corporation of the town of Dorval at the time of the sanction of this act, or their successors, shall become the mayor and the aldermen of the corporation constituted by this act and the term of office of the mayor and that of the aldermen shall expire in accordance with the provisions of the charter of the city.

Mayor
and al-
dermen.

2. The Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233), is amended, for the city, by inserting the following section:

R.S.,
c. 233,
s. 64a,
added
for city.

"64a. However, on a mere resolution of the council, the mayor and the aldermen shall be reimbursed by the city for travelling expenses incurred by them in the interest of the city."

Travelling
expenses,
etc.

3. Section 427 of the said Cities and Towns Act is amended, for the city, a. by inserting therein after paragraph 20, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 427,
am. for
city.

"20a. To prohibit stables, cow-sheds, farmyards, piggeries, warrens and pounds, or prescribe the places, distances, dimensions and conditions of maintenance thereof; or to prohibit the presence or keeping of animals in the municipality, except on lands under cultivation and in the buildings thereon;"

Stables,
etc.

b. by inserting therein after paragraph 32, the following paragraph:

"33. To refuse permits to build on streets where water-mains and sewers

Streets
without
water,
etc.

de conduites d'eau et d'égouts, à moins qu'il ne soit établi au préalable à la satisfaction du conseil que la construction projetée sera pourvue d'une adduction d'eau potable et d'égouts hygiéniques."

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la cité.

Rues et
chemins
censés
publics.

4. L'article 429 de ladite Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant, après le paragraphe 1^o, le paragraphe suivant:

"1^a Les rues et chemins publics actuellement ouverts à l'usage du public dans les limites de la cité, et tels qu'ils apparaissent aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, sont censés publics et municipaux, et propriété de la cité sur toute leur superficie; et tout droit quant à la propriété du fonds ou de l'assiette du terrain est déclaré prescrit, si l'action n'en a pas été exercée devant les tribunaux compétents, dans le délai de douze mois de la date de la sanction de la présente loi.

Publica-
tion.

La cité devra publier la disposition qui précède durant deux semaines consécutives, une fois dans les trois mois de ce délai, une seconde fois dans les trois mois ultérieurs, dans un journal français et dans un journal anglais publiés et / ou distribués dans la cité de Dorval, et dans un journal français et dans un journal anglais publiés dans la cité de Montréal."

S.R.,
c. 233,
a. 494,
remp.
pour la
cité.
Dépôt.

5. L'article 494 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"494. Les estimateurs déposent au bureau du conseil, le rôle d'évaluation aussitôt après sa confection et avis public de ce dépôt est donné par le greffier dans les deux jours suivants.

Avis.

L'avis comporte que le rôle restera ouvert à l'examen des intéressés ou de leurs représentants, durant les trente jours qui suivent celui du dépôt.

Mention
à l'avis.

L'avis mentionne en sus, les jours, heure et lieu où ledit rôle sera revisé et les plaintes contre icelui seront entendues et décidées par le bureau de revision."

S.R.,
c. 233,
a. 494a,
aj. pour
la cité.

6. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant, après l'article 494, l'article suivant:

have not yet been installed, unless it is previously shown to the satisfaction of the council that the proposed building will be provided with a supply of pure water and sanitary sewers."

4. Section 429 of the said Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding, after paragraph 1, the following paragraph:

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
city.

"1a. The streets and public roads presently open for public use within the limits of the city, as shown on the official plan and book of references of the parish of Lachine, shall be considered as public and municipal and as belonging to the city throughout their whole area; and any right of ownership of the land or the site thereof is declared to be prescribed, if action has not been taken before the competent courts within twelve months from the date of the sanction of this act.

Streets
and roads
deemed
public.

The city shall publish the preceding provision during two consecutive weeks, once within three months of such delay, a second time within the next three months, in a French and an English newspaper published and / or distributed in the city of Dorval, and in a French and an English newspaper published in the city of Montreal."

Publica-
tion.

5. Section 494 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 494,
replaced
for city.

"494. The assessors shall deposit the valuation roll in the office of the council immediately after its completion, and the clerk shall give public notice thereof within the two days following.

Deposit.

The notice shall state that the roll will remain open to examination by parties interested or their representatives for the thirty days next following the deposit.

Notice.

The notice shall further state the days, place and hour when and where the said roll will be revised and complaints against it will be heard and decided by the board of revision."

Contents
of notice.

6. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding, after section 494, the following section:

R.S.,
c. 233,
s. 494a,
added
for city.

Bureau de
revision.

"494a. Le bureau de revision sera formé de trois personnes, autres que les estimateurs, et nommées par le conseil, chaque année, à la première assemblée du mois d'avril.

Qualités
requis.

Ces personnes devront être compétentes et n'avoir aucun contrat ni direct ni indirect avec la ville, ceci n'excluant pas toutefois l'un ou l'autre des officiers de la municipalité à siéger sur ce bureau. Les émoluments de ces membres seront fixés par résolution du conseil."

S.R.,
c. 233,
a. 495,
rempl.
pour la
cité.
Appel.

7. L'article 495 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"495. Dans cet intervalle, quiconque croit devoir se plaindre de l'évaluation de ses immeubles tel que portée au rôle d'évaluation, peut en appeler au bureau de revision, en donnant à cette fin, au greffier, un avis par écrit contenant les motifs de sa plainte, et, s'il se plaint que l'évaluation de ses propriétés est trop élevée, il doit mentionner, dans l'avis, le montant de l'évaluation qu'il reconnaît juste."

S.R.,
c. 233,
a. 496,
rempl.
pour la
cité.
Audition
des plain-
tes.

8. L'article 496 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"496. Le bureau de revision, après l'expiration des trente jours mentionnés en l'article 494, aux jour, heure et lieu mentionnés dans l'avis, prend en considération et juge les plaintes produites en vertu de l'article 495. Le bureau de revision tient un registre sommaire de ses délibérations sur toutes les plaintes qui lui sont soumises.

Décision.

Après avoir entendu les parties et leurs témoins sous serment reçu par son président, et les témoins produits de la part de la municipalité, le bureau de revision maintient ou modifie le rôle, selon qu'il lui paraît juste.

Rempla-
cement.

Si à l'époque fixée pour procéder, l'un ou quelques-uns des membres du bureau de revision sont incapables d'agir pour cause de maladie ou d'absence ou pour toute autre raison jugée suffisante par le conseil, celui-ci peut nommer des rempla-

"494a. The board of revision shall be composed of three persons, other than the assessors, appointed by the council, each year, at the first meeting in the month of April.

Board of
revision.

Such persons must be competent and have no contract either directly or indirectly with the town; this however shall not prevent any of the officers of the municipality from acting on such board. The remuneration of such members shall be fixed by resolution of the council."

Qualifi-
cations.

7. Section 495 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 495,
replaced
for city.

"495. During such time any person who thinks himself entitled to complain of the valuation of his immovables as entered on the valuation roll, may appeal therefrom to the board of revision, by giving for that purpose a written notice to the clerk, stating the grounds of his complaint, and, if he complains that the valuation of his property is too high, he shall mention, in the notice, the amount of the valuation considered by him to be just."

Appeal.

8. Section 496 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 496,
replaced
for city.

"496. The board of revision, after the expiration of the thirty days mentioned in section 494, on the day and at the hour and place mentioned in the notice, shall consider and decide the complaints made under section 495. The board of revision shall keep a summary record of its proceedings on all complaints submitted to it.

Hearing
of com-
plaints.

After hearing the parties and their witnesses on oath administered by its chairman, and the witnesses called for the municipality, the board of revision shall maintain or amend the roll, as it may deem just.

Decision.

If at the time fixed for proceeding, one or more of the members of the board of revision are incapable of acting on account of illness, absence or for any other reason deemed sufficient by the council, the latter may appoint, to replace them,

Replace-
ment.

cants qui ont, pour l'audition des plaintes et la revision du rôle, tous les pouvoirs et toutes les obligations des membres en office."

persons who shall have all the powers and obligations of the members in office, for the hearing of complaints and the revision of the roll."

S.R.,
c. 233,
a. 497,
remp.
pour la
citée.
Revision.

9. L'article 497 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

9. Section 497 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 497,
replaced
for city.

"**497.** Dans tous les cas, il est du devoir du bureau de revision de procéder, dans cette séance qu'il ajourne autant de fois qu'il est nécessaire, dans les quinze jours suivants, à la revision du rôle, qu'il y ait des plaintes ou non.

"**497.** In all cases, the board of revision shall proceed, at such sitting which it shall adjourn as often as necessary, within the fifteen days following, to the revision of the roll, whether there be complaints or not.

Revision.

Correc-
tions.

Il peut faire aussi tout changement de phraséologie nécessaire. Cependant, lorsque le conseil décide de reviser l'évaluation d'une propriété sans qu'une plainte ait été déposée, il doit en donner avis d'au moins huit jours au propriétaire inscrit au rôle pour lui permettre de se faire entendre lors de cette revision. Cet avis doit indiquer la date et l'heure de la séance au cours de laquelle le conseil procédera à cette revision."

It may also make any necessary change of phraseology. However, when the council decides to revise the valuation of a property without any complaint having been deposited, it shall give notice of at least eight days to the proprietor entered on the roll to enable the latter to be heard at the time of such revision. Such notice shall mention the date and hour of the sitting during which the council shall proceed to such revision."

Correc-
tions.

S.R.,
c. 233,
a. 497a,
aj. pour
la cité.

10. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant, après l'article 497, l'article suivant:

10. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding, after section 497, the following section:

R.S.,
c. 233,
s. 497a,
added
for city.

Avis non
requis.

"**497a.** Le conseil a toujours été dispensé et le bureau de revision est dispensé de donner l'avis prévu par l'article 497 de la Loi des cités et villes, lorsque la revision de l'évaluation comporte une diminution."

"**497a.** The council has always been dispensed and the board of revision is dispensed from giving the notice provided for by section 497 of the Cities and Towns Act, when the revision of the valuation effects a reduction."

Notice
not
required.

S.R.,
c. 233,
a. 498,
remp.
pour la
citée.
Entrée en
vigueur.

11. L'article 498 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

11. Section 498 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 498,
replaced
for city.

"**498.** Après avoir jugé les plaintes déposées, le bureau de revision fait rapport au conseil qui déclare le rôle homologué, et le rôle ainsi homologué reste en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau rôle."

"**498.** When it has decided the complaints filed, the board of revision shall report to the council which shall declare the roll homologated, and the roll so homologated shall remain in force until the coming into force of a new roll."

Coming
into force.

S.R.,
c. 233,
a. 499,
remp.
pour la
citée.
Omis-
sions.

12. L'article 499 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

12. Section 499 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 499,
replaced
for city.

"**499.** S'il y a eu omission de quelque propriété dans le rôle préparé par les esti-

"**499.** In case of omission of any property in the roll prepared by the

Omis-
sions.

mateurs, le bureau de revision, s'il le constate, doit évaluer cette propriété et l'ajouter au rôle.

Homologation.

Dans ce cas, le rôle ne peut être homologué qu'après qu'il a été donné un avis spécial de huit jours de cette addition, au propriétaire, lequel peut produire, dans ce délai, sa plainte contre l'évaluation, et être entendu devant le bureau de revision avant l'homologation."

S.R., c. 233, a. 500, remp. pour la cité.

Augmentation ou diminution d'estimation.

13. L'article 500 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"500. Si, après que le rôle d'évaluation a été homologué, quelque propriété immobilière acquiert une augmentation de valeur à raison de nouvelle construction, addition ou amélioration, ou de subdivision en lots à bâtir dans le cas de terres en culture, ou subit une diminution de valeur soit par incendie, démolition ou par toute autre cause, le bureau des estimateurs peut, s'il juge que cette augmentation ou diminution de valeur est d'une importance notable, augmenter ou réduire l'estimation de telle propriété à sa valeur réelle et établir la valeur locative de toute nouvelle construction.

Montant des taxes modifié.

Le montant de taxes municipales et scolaires, d'eau et d'affaires, imposé sur cette propriété, sera modifié en conséquence, en tenant compte toutefois, de la part de l'année déjà écoulée en ce sens que le propriétaire intéressé ne paiera sur cette augmentation de valeur ou n'aura droit à une diminution de taxes sur la diminution de valeur que pour la proportion non encore écoulée de l'année en cours.

Homologation.

Toute telle modification du rôle est sujette à l'homologation après avis de huit jours au propriétaire intéressé."

S.R., c. 233, a. 501, remp. pour la cité.
Délais.

14. L'article 501 de ladite Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"501. L'inobservance des délais, de la part des estimateurs ou du bureau de revision, n'empêche pas la confection ou l'homologation du rôle."

assessors, the board of revision, if it be aware of such omission, shall value such property and add it to the roll.

In such case, the roll cannot be homologated until after a special notice of eight days of such addition has been given to the proprietor, who may file, within such delay, his complaint against the valuation, and be heard before the board of revision prior to the homologation."

Homologation.

13. Section 500 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S., c. 233, s. 500, replaced for city.

"500. If, after the valuation roll has been homologated, any immoveable property increases in value by reason of any new construction, addition or improvement, or of subdivision into building lots in the case of land under cultivation, or suffers a reduction in value by fire, demolition or any other cause, the board of assessors, if it considers such increase or reduction sufficiently important, may increase or reduce the assessment of such property to its real value and fix the rental value of any new construction.

Increasing or reducing valuation.

The amount of municipal, school, water and business taxes imposed on such property shall be modified accordingly, taking into account, however, the part of the year that has already elapsed, so that the proprietor concerned shall pay on such increase in value or shall be entitled to a reduction of taxes on the reduction in value, only for the portion not yet elapsed of the current year.

Amount of taxes amended.

Every such modification of the roll shall be subject to homologation after a notice of eight days to the proprietor concerned."

Homologation.

14. Section 501 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S., c. 233, s. 501, replaced for city.

"501. Failure by the assessors or the board of revision to comply with the delays shall not prevent the subsequent completion or homologation of the roll."

Delays.

S.R.,
c. 233,
a. 504,
remp.
pour la
cité.
Appel:

15. L'article 504 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"504. Il y a droit d'appel à la Cour de magistrat du district de Montréal:

Décisions
du bu-
reau.

1  De toute décision rendue par le bureau de revision, en vertu des articles 496, 497, 499, 500, ou par le conseil, en vertu de l'article 502, dans les trente jours à compter de cette décision, soit que le conseil ou le bureau de revision, selon le cas, l'ait rendue de son propre mouvement ou sur plainte ou requête produite en vertu de ces articles;

Plainte
négligée,
etc.

2  Du refus ou de la négligence du conseil ou du bureau de revision, selon le cas, de prendre en considération une plainte écrite produite en vertu de l'article 495, ou une requête produite en vertu des articles 500 ou 502, dans les trente jours qui suivent la séance à laquelle il devait en prendre connaissance."

S.R.,
c. 233,
a. 510,
remp.
pour la
cité.
Décision.

16. L'article 510 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"510. Le tribunal peut, par son jugement, confirmer la décision dont l'appel est porté, l'annuler ou la modifier, ou rendre telle décision que le bureau de revision aurait d  rendre originellement, ou lui ordonner d'exercer les attributions qui font l'objet du recours."

S.R.,
c. 233,
a. 604b,
remp.
pour la
cité.

17. L'article 604*b* inséré, pour la ville de Dorval, à la Loi des cités et villes par la loi 14 George VI, chapitre 120, est remplacé par le suivant:

Capital.

"604*b*. Le capital de ce fonds est de cent mille dollars et toute dépense qui en est effectuée est remboursée selon les articles 604*c* et 604*e*. A la fin de chaque année, le conseil pourra transporter à ce fonds les arrérages de taxes ou autres créances dus à la cité."

Convoca-
tion d'as-
sembl e.

18. L'insuffisance du délai de convocation de l'assemblée au cours de laquelle le conseil municipal a adopté le règlement numéro 347 ne constitue pas une cause de nullité dudit règlement.

15. Section 504 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 504,
replaced
for city.

"504. An appeal shall lie to the Magistrate's Court of the district of Montreal:

Appeal:

1. From any decision rendered by the board of revision under sections 496, 497, 499, 500, or by the council under section 502, within thirty days from such decision, whether the council or the board of revision, as the case may be, has rendered the same of its own motion, or upon a complaint or a petition filed under such sections;

Decisions
of the
board.

2. From the refusal or omission by the council or the board of revision, as the case may be, to consider a written complaint filed under section 495, or a petition filed under section 500 or 502, within thirty days after the sitting at which it was required to consider the same."

Com-
plaint
ignored,
etc.

16. Section 510 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 510,
replaced
for city.

"510. The court, by its judgment, may confirm, annul or amend the decision appealed from, or render such decision as the board of revision ought to have rendered originally, or order the board to exercise the functions respecting which recourse is had."

Decision.

17. Section 604*b*, inserted in the Cities and Towns Act, for the town of Dorval, by the act 14 George VI, chapter 120, is replaced by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 604*b*,
replaced
for city.

"604*b*. The capital of such fund shall be one hundred thousand dollars and every expenditure made therefrom shall be reimbursed in accordance with sections 604*c* and 604*e*. At the end of each year the council may transfer to such fund the arrears of taxes or other claims due to the city."

Capital.

18. The insufficient delay in the convening of the meeting during which the municipal council adopted by-law number 347 shall not be cause of nullity of the said by-law.

Con-
vening
of
meeting.

Règle-
ments
applica-
bles.

19. Les règlements adoptés pour la corporation municipale de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire sont abrogés en ce qui concerne la partie annexée à la cité de Dorval dont les règlements et résolutions actuellement en vigueur s'appliquent au territoire annexé.

Valida-
tion.

20. Sont par les présentes déclarés légales et valides, à tous égards, la vente pour taxe et l'adjudication, à la ville de Dorval, de la partie du lot originaire numéro 872 ci-dessous décrit, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, appartenant à MM. Hector Dupont *et al*, et l'acte de vente en date du 16 mars 1936, fait par Horace Meloche, en sa qualité de secrétaire-trésorier de la ville de Dorval, à la ville de Dorval, enregistré sous le numéro 390,379 au bureau de la division d'enregistrement de Montréal.

Une lisière de terrain étant située entre les chemins de fer du Canadien National et du Pacifique Canadien, mesurant dans sa ligne nord mille cent soixante-dix-huit pieds (1,178'), dans sa ligne ouest deux cent quatre-vingt-seize pieds (296'), dans sa ligne est six cent soixante-dix pieds (670') et dans sa ligne sud mille trois cent sept pieds (1,307') et contenant une superficie totale de cinq cent cinquante-cinq mille huit cent soixante-douze pieds carré (555,872 p.c.), le tout mesure anglaise et plus ou moins, telle lisière étant partie des lots numéros huit cent soixante-sept, huit cent soixante et onze et huit cent soixante-douze (ptie 867, 871 et 872) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, et étant montrée à un plan préparé par Dupont et Barbeau au mois de février, mil neuf cent onze, lequel plan a été rectifié et corrigé le quatrième jour du mois de décembre, mil neuf cent quinze (1915), par Oscar Beaudouin, arpenteur-géomètre.

Entrée en
vigueur.

21. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

19. The by-laws adopted by the municipal corporation of the parish of Saint-Joachim de la Pointe Claire are repealed as regards the portion annexed to the city of Dorval of which the by-laws and resolutions now in force shall apply to the annexed territory.

By-laws
appli-
cable.

20. Are hereby declared legal and valid, to all intents and purposes, the sale for taxes and the adjudication to the town of Dorval, of part of original lot number 872 hereunder described, on the official plan and book of reference of the parish of Lachine, belonging to Messrs. Hector Dupont *et al*, and the deed of sale dated March 16th, 1936, by Horace Meloche in his quality of secretary-treasurer of the town of Dorval, to the town of Dorval, registered under number 390,379 of the registry office of the registration division of Montreal.

Valida-
tion.

A strip of land situated between the Canadian National and Canadian Pacific Railways measuring in its north line one thousand one hundred and seventy-eight feet (1,178'), in its west line two hundred and ninety-six feet (296'), in its east line six hundred and seventy feet (670') and in its south line one thousand three hundred and seven feet (1,307'), making a total area of five hundred and fifty-five thousand eight hundred and seventy-two square feet (555,872 s.f.) English measure, more or less, said strip of land forming part of lots number eight hundred and sixty-seven, eight hundred and seventy-one and eight hundred and seventy-two (pt 867, 871 and 872) on the official plan and book of reference of the parish of Lachine, in accordance with a plan prepared by Dupont and Barbeau on February nineteen hundred eleven, which has been rectified and corrected on December fourth nineteen hundred fifteen (1915), by Oscar Beaudouin, land surveyor.

21. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.